

CAUSE COMMUNE

Journal de la Fédération des Communistes Libertaires Du Nord-Est (NEFAC)

Numéro 9, Mars-Avril 2006

HARPER ET SES ACOLITES AU POUVOIR

VOTEZ BLEU, MANGEZ BRUN

Le cirque électoral a fait de nouveaux gagnants. Malgré 35% d'abstention et environ 10% des bulletins de vote annulés (un chiffre qu'Élections Canada se garde bien de rendre public), la bourgeoisie a encore une fois proclamé sa victoire. Cette fois-ci, les électeurs et électrices ont couronné le "nouveau" Parti conservateur dirigé par Stephen Harper. Heureusement, ce parti ultra-libéral aux tendances militaréo-cléricales ne bénéficie pas d'une majorité en chambre. A quoi doit-on s'attendre de ce gouvernement, l'un des plus réactionnaires de l'histoire politique canadienne ?

Un appui à l'impérialisme

Après avoir pris bonne note de leur vol qualifié, les conservateurs et conservatrices comptent bien installer une relation d'amour profonde entre le Canada et les États-Unis. Pour commencer du bon pied, le président Bush a appelé Harper dès le lendemain des élections afin de le féliciter. Une fois de plus, la classe politique parlementariste s'applaudit mutuellement d'avoir usurpé le pouvoir aux populations. Il faut dire que les républicains en ont l'habitude! Les ressemblances entre les positions politiques de Georges W. Bush et celles de Stephen Harper sont nombreuses. Tous deux s'opposent farouchement au protocole de Kyoto, au mariage gay, à l'avortement, aux syndicats, Partisan de la loi et de l'ordre, Harper n'a jamais hésité à appuyer le gouvernement américain dans ses croisades en Irak et en Afghanistan. Le programme conservateur prévoit d'ailleurs une augmentation de 5,3 milliards \$ du budget des forces armées canadiennes. Qu'on se le tienne pour dit : dans ce monde de plus en plus américano-militaire, le Canada ne sera plus à la traîne.

Vous avez dit réactionnaire ?

Évidemment, Harper n'est pas le seul à promouvoir cet agenda politique à Ottawa. Un coup d'oeil sur son conseil des ministres suffit à comprendre le genre de gouvernement auquel nous aurons à faire. Comme ministre de la "justice", Harper a nommé Vic Toews, un député ontarien bien connu pour ses positions pro-Bush. Avocat de profession, ouvertement homophobe et pro-vie, Toews a un lourd passé derrière lui. En 1994, il s'oppose devant

les tribunaux à une décision du gouvernement néo-démocrate de Bob Rae interdisant les manifestations des organisations anti-choix devant les cliniques d'avortement. Aujourd'hui, Toews a l'intention de faire passer l'âge du consentement aux relations sexuelles de 14 ans à 16 ans de manière complètement patriarcale et autoritaire. A quand les restrictions concernant le droit à l'avortement ou aux moyens de contraception pour les adolescentes ?

Avec le ministre de la Sécurité publique, l'ex-chef allianciste Stockwell Day, Toews proposera d'imposer des peines plus sévères aux "délinquant-e-s" et de faire en sorte que les jeunes de 14 ans accusé-e-s d'actes criminels graves voit son cas traité par une cour d'adulte. Pas assez vieux ou vieilles pour baiser, mais assez pour aller au pénitencier. Le Parti conservateur veut également passer outre le jugement de la Cour suprême concernant le mariage entre conjoints de même sexe en tenant un autre vote au parlement. L'objectif explicite de l'exercice : rédiger une définition traditionnelle, c'est-à-dire chrétienne, du mariage dans la loi. Ce n'est pas Vic Toews qui va s'en plaindre!

Au poste de ministre de la santé, Harper a choisi de nommer un fervent admirateur de Margaret Thatcher: Tony Clement. Associé à l'aile droite du Parti conservateur ontarien (faut le faire !), Clement a occupé plusieurs postes importants dans les gouvernements de Mike Harris. C'est l'homme idéal pour réaliser le programme de son parti en matière de santé, lequel indique que la population canadienne a le droit d'avoir un "accès raisonnable" au service de santé, sans jamais parler d'un service public et universel. Selon les conservateurs, "il revient aux individus de subvenir à leurs propres besoins, à ceux de leur famille et à ceux des personnes à leur charge". De quoi inspirer ce nouveau slogan électoral, qui pourrait résumer le programme de Harper et compagnie : "Élire le parti conservateur peut mener à une mort longue, coûteuse et douloureuse!"

Deux des figures les plus à droite du gouvernement Harris se retrouvent également dans le conseil des ministres formé par Stephen Harper. Il s'agit de James Flaherty et de John Baird, respectivement nommés aux Finances et au Conseil du trésor. Rivalisant d'imagination

pendant leur mandat à Queen's Park, Flaherty a fait en sorte de d'interdire l'itinérance en Ontario (en jetant "pour leur bien" les itinérant-e-s en prison!) pendant que Baird mettait un vaste programme de "workfare" pour remettre les prestataires d'aide sociale sur le droit chemin de l'esclavage salarié, le tout assorti de tests de dépistage obligatoires pour s'assurer que les "maudits BS" ne prennent pas de drogue!

Ici, c'est Pepsi !

Heureusement, diront certains, les élu-e-s du Parti conservateur au Québec vont permettre de modérer les ardeurs de ce gouvernement*. En tout cas, ce n'est pas son Maximé Bernier, député de la Beauce, qu'il faudra compter. Ministre de l'Industrie, Bernier est un idéologue néo-conservateur tout ce qui y a de plus détestable. Après avoir siégé sur le conseil d'administration de la Standard Life, il a rejoint les rangs de l'Institut économique de Montréal (IEM), un think tank ultra-libéral qui rassemble les apôtres de la globalisation des marchés et de la privatisation des services publics. À l'IEM, Bernier a publié un rapport de "recherche" faisant la promotion de la flat tax, c'est à dire d'un régime d'imposition unique pour tout le monde. Pour Bernier et ses amis, ce n'est pas juste que les riches paient plus d'impôt. Imaginez, ils risqueraient de s'appauvrir!

Agir au lieu d'élire

Comme on le sait, le parlementarisme est fondamental aux yeux de la bourgeoisie. Il permet de défendre efficacement le maintien des écarts entre les riches et les pauvres, tout en assurant à peu de frais la sauvegarde du capitalisme. En choisissant le Parti conservateur, les électeurs et les électrices ont soi-disant voté pour du "changement". Dans les faits, seules les têtes ont changé. Le système d'exploitation, lui, reste le même. À celles et ceux qui sont dégoûté-e-s par l'élection de ce gouvernement, nous disons : le vrai changement ne vient pas des urnes. Notre pouvoir est dans la rue. N'attendons pas quatre ans avant de l'exercer.



Tout en étant bien conscient-e-s des dangers qu'amenaient la venue au pouvoir des conservateurs, la NEFAC a cru bon de dénoncer la supercherie démocratique que représentent les élections. Durant la campagne électorale, deux affiches : "Votez Bien, Votez Rien!" et "Notre pouvoir est dans la rue, pas aux urnes" ont été posées dans divers endroits à travers le Québec et mises à la disposition des militant-e-s communistes libertaires sur notre site web à www.nefac.net

POUR MIEUX FAIRE AVALER LA PILULE!

Jusqu'au 25 février, le gouvernement Charest se lance dans une nouvelle expérience sur la population du Québec : une " vaste " consultation sur les choix budgétaires de la province. Avec un taux d'insatisfaction avoisinant les 70%, les libéraux cherchent par tous les moyens de donner l'impression d'être " à l'écoute de la population ". Sans mettre un terme au lobbying des grandes entreprises, deux moyens sont offerts aux citoyens et aux citoyennes qui souhaitent être entendus : une invitation à l'Assemblée nationale le 2 et le 3 février et la possibilité de répondre à un questionnaire sur internet.

On peut se poser la question suivante : qui le gouvernement libéral choisira-t-il d'écouter? Les compagnies et les cercles d'influence capitalistes ou l'opinion exprimée par la population? À voir les questions (et les réponses!) qui nous sont proposées, on voit bien que les dés sont pipés. Car vous l'aurez deviné, la " consultation " pilotée par le gouvernement n'est rien d'autre qu'un exercice de relation publique où les participant-e-s doivent cautionner les décisions prises en coulisse par le pouvoir. L'objectif avoué du Ministre des finances, Michel Audet : obtenir le feu vert pour rembourser la dette du Québec. Toutes les questions portent là-dessus. Dans l'éventualité où le gouvernement arriverait à dégager des surplus, et uniquement dans cette

optique, que devrait-il faire? Dans les trois réponses possibles, on n'est pas surpris d'y compter le remboursement de la dette nationale et

À QUI REVIENT LA PLUS GROSSE PART HEIN?



TOUJOURS AUX MÊMES: LES RICHES!

la diminution du fardeau fiscal des contribuables. La troisième option propose une augmentation des dépenses gouvernementales, mais sans spécifier dans quel domaine. Oubliez les réinvestissements dans les programmes sociaux!

Depuis sa révolution tranquille, le Québec ne cesse sa dérive vers le libéralisme économique. Les effets se font ressentir à tous les niveaux : Hydro-Québec qui se doit d'être une vache à lait au détriment de la sécurité énergétique; le transport en commun de moins en moins subventionné, forçant les usagerEs à déboursier toujours plus; Télé-Québec ne pouvant pratiquement plus produire elle-même, contrainte à acheter des productions privées pour arriver; le financement des groupes communautaires constamment remis en question, etc. Bref, tout ce qui avait été gagné pour servir la communauté est perdu, peu importe le parti au pouvoir, comme du gras dans lequel il est justifié de couper pour permettre le transfert de la richesse des plus pauvres vers les plus riches. Et ce ne sont pas les soi-disant " consultations publiques " du ministre Audet qui changeront quoi que se soit à cette situation.

On peut se poser la question suivante : qui le gouvernement libéral choisira-t-il d'écouter? Les compagnies et les cercles d'influence capitalistes ou l'opinion exprimée par la population?



"I" COMME INDIVIDUALISME

À la base, l'individualisme est une doctrine qui prône l'indépendance totale de l'individu. Rien ne devrait être fait pour brimer les choix et la volonté de chacun. Pour sa part, l'anarchisme a depuis longtemps pris la défense des droits et des libertés. À travers l'histoire, les anarchistes se sont opposé-e-s aux attaques d'états tyranniques, à la domination de l'église et plus récemment au contrôle sans limite des corporations. Bien qu'il soit important de se souvenir de la nature profondément sociale des sociétés humaines en défendant nos droits individuels, chaque individu doit faire sa part pour assurer l'harmonie et l'égalité sociale.

Au sein de la société nord-américaine, les gens sont bombardés par des publicités les incitant à consommer. Ces publicités mettent l'emphase sur les désirs individuels et nous amènent à voir le monde d'une façon plutôt égoïste. La culture du " moi " a une emprise sur tout le monde, y compris sur celles et ceux qui pourtant s'y oppose.

Si on ne faisait que ce qui nous plaît à tout moment, les tâches moins plaisantes mais tout aussi importantes pour assurer la solidarité sociale ne seraient pas accomplies. Imaginez des

parents qui ne feraient pas les sacrifices nécessaires dans leurs propres vies pour assurer la santé et le bonheur de leurs enfants. La base même d'une communauté saine est le don d'une partie de soi pour les autres. Puisque nous vivons dans un monde vaste et complexe, il est nécessaire de se rappeler que nous dépendons sur les efforts des autres pour survivre. Même si quelqu'un décide de s'isoler complètement dans le bois, il ou elle vivrait sur une terre qui sera un jour ou l'autre utilisée par les générations futures.

"De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins"
-la devise du communisme libertaire.

La solidarité va de pair avec le don de soi. L'ensemble des libertés individuelles ont été gagnées grâce des batailles menées par des gens comme nous. Il existe un collant de bumper de char qui exprime bien cette idée : " Les syndicats : grâce à eux, vous avez des fins de semaines ". Les avancés sociales ne sont pas consenties par la bonne volonté des tout-puissants, mais par les luttes collectives des gens ordinaires. Les luttes contre le travail des enfants, pour le droit de vote des femmes ou à des soins de santé universels ont été accomplies par des gens unis pour une

cause commune. Nous ne pourrions bénéficier de ces libertés individuelles si nous n'avions pas fait d'engagement les uns envers les autres. Avec ceci en tête, la recherche du bien commun et la solidarité de classe doivent toujours être vues comme des axes centraux dans notre lutte pour la liberté.

Comme communistes libertaires nous croyons en des solutions collectives pour répondre aux problèmes de la société. Les choix de consommation individuels sont parfois des solutions à court terme mais ils se heurtent souvent aux limites financières de chacun et ne font rien pour remettre en cause la hiérarchie économique générale. De la même façon, la résolution de conflits individuels peut aider certaines personnes, mais elle ne permet pas de remettre en cause la façon dont les relations humaines sont définies, notamment au niveau en ce qui a trait à la répartition inégale du pouvoir. Les actes individuels isolés sont à la base de la culture " consummatrice " érigée par le capitalisme. Ce n'est qu'en travaillant ensemble pour construire une société égalitaire qui bénéficiera à toutes et tous que nous pourrions atteindre la véritable liberté individuelle.

RESSOURCES ANARCHISTES:

à Québec:

La Page Noire
412 3e Avenue
648-8043

à Montreal:

D.I.R.A.
2035 St-Laurent, 3e étage
843-2018

Librairie L'Insoumise
2033 St-Laurent
313-3489



DIEU ET L'ÉTAT

LES DEUX VISAGES GRIMAÇANTS DU POUVOIR

À regarder le monde politique aujourd'hui on dirait qu'on s'approche à grands pas d'un nouveau Moyen-Âge obscurantiste. Des caricatures profanant le prophète Mahomet semblent avoir destabilisé le monde musulman et avoir renforcé les forces réactionnaires d'Europe et d'Amérique. D'un côté des extrémistes musulmans récupèrent les images publiées par le Jyllands-Posten, journal de droite du Danemark, pour avancer leur cause. De l'autre, des médias xénophobes et racistes se cachent derrière la liberté d'expression pour justifier la diffusion d'une propagande haineuse. Dans les deux camps les riches et les chefs d'États tentent de tirer leur épingle du jeu en manipulant l'opinion publique mondiale.

Les conséquences de cette manipulation sont multiples, mais aucune ne sont nouvelles. De tout temps les tyrans et les prêtres profitent de chaque occasion pour diviser les peuples et créer de faux conflits. Qu'on pense aux croisades, à la colonisation ou aux deux guerres mondiales, il s'agit toujours d'une sale manigance de la part d'une petite minorité pour exploiter et dominer tous les autres. Aujourd'hui, la guerre au terrorisme est devenue une excuse pour justifier toutes les horreurs qui découlent d'un impérialisme maladif. Le Jihad prôné par les islamistes n'est que l'envers de la médaille de cette situation invivable.

La plupart des anarchistes s'accordent sur un slogan pour définir leur idéologie, "ni Dieu, ni Maître", mais que veut dire cette expression au juste. Elle ne veut pas dire qu'il faut insulter les croyances spirituelles des individus ou des groupes mais plutôt qu'il faut combattre tous ceux qui

utilisent la religion pour contrôler la pensée et les actes des croyants et non croyants. De la même façon ne pas obéir à un maître ne veut pas dire ignorer le diagnostic d'un médecin quand il affirme qu'on est atteint d'une maladie, mais plutôt le refus de toute contrainte physique ou mentale provenant d'une autorité illégitime quelconque. L'État, la police et les patrons ne font pas simplement nous informer d'une situation donnée pour ensuite nous laisser le soin de décider pour nous-mêmes quel choix nous préférons. Ils nous forcent sous la menace de la violence et de la faim. Ils nous obligent à les servir, à les obéir et à mourir dans les guerres qu'ils ont créées.



La présente situation est intenable aussi bien ici en Amérique, qu'au Moyen-Orient ou en Europe. Pendant que les deux visages grimaçants du pouvoir que sont l'État et la religion ricangent, de plus en plus de gens s'organisent et luttent contre cette double oppression. Il faut lutter pour empêcher que le Québec ne devienne un lieu favorable pour la propagande raciste. Déjà, des attaques contre des minorités ethniques et religieuses est un signe que les forces réactionnaires sont bien ancrées et n'attendent qu'une occasion pour acquérir une légitimité auprès des autorités légales. Tôt ou tard la bulle va éclater, il va falloir être prêt à affronter à la fois le fanatisme religieux et l'autoritarisme étatique. La guerre des civilisations et toutes les manigances qui s'ensuivent ne sont que de la poudre aux yeux lancée par la bourgeoisie. Si personne n'écoute cet appel haineux et rempli d'ignorance, les dirigeants sont impuissants, et ils le savent depuis longtemps.

DIGNITÉ POUR ABDELKADER



**REGULARISEZ
SON STATUT!**

www.soutienpourkader.net
soutienkader@gmail.com

POUR EN LIRE PLUS :

www.nefac.net

CAUSE COMMUNE

**ABONNEMENTS DE
SOUTIEN:**

20\$ POUR UN AN

Faire le chèque à l'ordre de
"Groupe Émile-Henry"

Collectif anarchiste La Nuit
a/s E-H, CP 55051,
138 St-Vallier O.,
Québec G1K 1J0

Cause Commune est le journal de la Fédération des Communistes-Libertaires du Nord-Est (NEFAC). 3000 exemplaires de ce journal sont distribués gratuitement par des militantes libertaires, membres ou non de cette organisation. *Cause Commune* se veut un tremplin pour les idées anarchistes, un appui aux mouvements de résistance contre les patrons, les propriétaires et leurs alliés au gouvernement. Si le journal vous plaît et que vous voulez aider à le diffuser dans votre milieu, contactez le collectif de la NEFAC le plus près de chez vous.

La NEFAC est une organisation bilingue de révolutionnaires venant de différents mouvements de résistance et s'identifiant à la tradition communiste dans l'anarchisme. Les activités de la fédération sont organisées autour du développement théorique, de la propagande anarchiste et de l'intervention dans la lutte des classes, que ce soit de façon autonome ou par une implication directe dans les mouvements sociaux.

Comme communistes libertaires, nous luttons pour une société sans classes et non-hiérarchique. Nous envisageons une fédération internationale de communautés et de lieux de travail radicalement démocratique et autogérés. Pour atteindre cette société, notre classe abolira le salariat et socialisera toutes les industries, les moyens de production et de distributions. Nous rejetons la division du travail qui condamne un individu à une vie d'activités restreintes pour les seules fins de l'économie marchande. L'abolition des marchés et de la valeur d'échange permettra la satisfaction des besoins humains en adhérant au principe communiste "de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins".

Québec - La Nuit:
nefacquebec@yahoo.ca

Sherbrooke - L'Accolade:
sherbrooke@nefac.net

St-Georges - Les Va-Nu-Pieds:
st-georges@nefac.net

Union locale de Montréal:
mtl@nefac.net

ABONNEZ VOUS À NOTRE
LISTE D'INFORMATION SUR
INTERNET

["info@nefac.net"](mailto:info@nefac.net)
analyses, articles annonces
et évènements

Sur les lignes: CHRONIQUE SYNDICALE

Un affrontement majeur peut éclater à tout moment entre le gouvernement ontarien et le Syndicat canadien de la fonction publique. En effet, le gouvernement entend modifier par décret le régime de retraite des employés des municipalités ontariennes. En plus d'entraîner des hausses de coûts risquant de se traduire par des hausses de taxe d'environ 3%, la contre-réforme gouvernementale crée un régime à deux vitesses avantageant nettement certaines catégories d'employés (essentiellement les policiers, les pompiers et les ambulanciers). Au moment d'écrire ces lignes, 100 000 cols bleus et fonctionnaires membres du SCFP s'étaient donné un mandat de grève illégale. La force du mandat de grève, 90%, donne une idée de l'ampleur de la grogne, 250 000 personnes au total travaillent pour les municipalités en Ontario.

Histoire de montrer qu'ils savent se tenir debout, 80 syndiqués de Denia, un fabricant d'armoire de cuisine à Deauville en Estrie, ont répliqués par la grève générale illimitée à la levée du lock-out imposé depuis le début décembre par leur employeur. Selon le syndicat affilié à la FTQ, l'employeur voulait

rappeler les gens au travail et faire comme s'il n'y avait tout simplement plus de convention collective qui tiennent dans l'usine, d'où l'idée de sortir en grève. À quoi le boss s'attendait après leur avoir fait passer les fêtes sur le trottoir? Y'en a vraiment qui ont du front tout le tour de la tête...

Le 29^{ème} tournoi national de hockey Bantam de Windsor a dû être annulé en février à cause de la grève générale des employés de la Ville. Dans le passé, en 1987, les syndiqués avaient déjà acceptés de bosser bénévolement pour permettre au tournoi de se tenir mais pas cette fois. Il faut dire que la situation avec la municipalité et un maire loufoque avide d'économies (la nuit, la Ville n'ouvre qu'un lampadaire sur deux pour économiser, c'est tout dire!) a plutôt tendance à les enragés. Par exemple, la Ville veut abolir 6 postes permanents (avec 23 permanents, c'est le quart des effectifs qui se ferait abolir) et généraliser la sous-traitance. Les syndiqués se sont donnés un mandat de grève à 95%. La grève risque d'être longue averti la CSN.

La négociation regroupée, lancée cette été dans le secteur de l'hôtellerie de la

CSN, continue de faire des vagues. À la Station Tremblant, où les 1500 syndiqués ont fait grève durant le temps des fêtes, le syndicat a arraché des gains non négligeables malgré un climat féroce anti-syndical alimenté par les médias (La Presse est allée jusqu'à publier un tableau comparatif des salaires dans une demi-douzaine de centres de ski syndiqués pour prouver que les syndiqués du Mont Tremblant, qui sont les mieux payés au Québec, se plaignent le ventre plein). Outre l'équité salariale interne, le syndicat a obtenu la création d'un régime de retraite simplifié pour ses membres, ce qui n'est pas rien, en remplacement d'un REER collectif. Malheureusement, la victoire n'est pas toujours au rendez-vous. Ainsi, au Manoir Richelieu dans Charlevoix, les syndiqués sont en grève depuis le mois d'août. Encore récemment, le 10 février, les syndiqués rejetaient à 88% des offres dites "finales". La situation au Manoir s'est rapidement complexifiée, notamment parce que Fairmount --que tout le monde croyait propriétaire-- ne se déclare que "gestionnaire" et n'est en fait propriétaire qu'à 25%. Manque de bol, la chaîne hôtelière vient d'être vendue à un prince d'Arabie Saoudite et à un big boss américain qui deviennent eux aussi "gestionnaire". Mais qui sont

donc les "vrais" propriétaires? Loto-Québec (50%) et le Fonds de solidarité de la FTQ (25%). Deux institutions qui refusent de se voir comme les "vrais" patrons des grévistes puisqu'elles ne sont "qu'actionnaires"... Il n'en demeure pas moins que Loto-Québec perd doublement de l'argent dans tout ça puisque son Casino de Charlevoix a vu sa clientèle chuté de 30% depuis le début de la grève, elle aurait donc tout intérêt à ce que ça se règle. Quant au Fonds de solidarité, le syndicat vient de lancer une pétition demandant à Henri Massé d'intervenir dans le conflit. Sachant que les syndiqués du Manoir Richelieu ne sont revenus à la CSN que depuis peu, parions que Massé ne sera pas pressé d'intervenir en faveur d'un groupe qui a déserté les TUAC-FTQ. Cet hiver, la CSN avait organisé des manifs de syndiqués en colère devant les résidences de certains cadres du Manoir, à quand une manif devant les sièges sociaux de la FTQ et de Loto-Québec?

Au moment d'écrire ces lignes (12 février), il y avait au moins 319 prolos en grève ou en lock-out dans la "belle province".



GRÈVE GÉNÉRALE ILLIMITÉE À LA FONDERIE SAGUENAY.

Les travailleurs en grève depuis 5 mois.

Le 12 septembre dernier, les 41 syndiqués de la Fonderie Saguenay votaient à 100 % en faveur du déclenchement de la grève générale illimitée. Ces travailleurs sont sans contrat de travail depuis le 31 août. Après six séances de négociation et l'intervention d'un conciliateur, pratiquement rien n'a avancé. Malgré tout, les travailleurs poursuivent la lutte.

Le déclenchement de la grève au mois de septembre n'est pas le fruit du hasard. En effet, à cette période particulièrement profitable pour la partie patronale, le carnet de commande de la fonderie était rempli. Depuis le début du conflit, les patrons n'ont fait aucune offre valable aux travailleurs. Totalement insatisfaits des propositions ridicules de l'entreprise, ces derniers poursuivent leur grève comme moyen de pression afin de régler les points qui sont au cœur du litige. Les syndiqués revendiquent notamment des améliorations à leur régime de retraite, régime d'assurance collective et des augmentations salariales de 3,5 % par année.

Malgré quelques dialogues entre les parties patronale et syndicale, le directeur général de l'entreprise, Réjean Dubuc, ne semble pas avoir capté le message. En plus de mettre la pression sur les travailleurs en les menaçant sur le futur incertain de l'entreprise advenant la poursuite de la grève et en utilisant des briseurs de grève, la direction n'a même pas daigné négocier sur une seule clause d'impor-

tance du projet syndical. Les quelques concessions allouées dès le départ ne changent rien ni fait que les dirigeants de la Fonderie persistent à garder les yeux fermés sur les vrais enjeux de la négociation. On n'a qu'à penser, entre autres, à l'amélioration des mouvements de main-d'œuvre, de l'horaire de travail et aux heures de travail,

de la procédure des griefs et d'arbitrage, pour ne nommer que ceux-là. Sans oublier toutes les clauses à incidences monétaires qui n'ont pas encore été abordées.

L'employeur a poussé l'insulte jusqu'à envoyer un communiqué à tous les employés de Fonderie Saguenay indiquant que le niveau de demandes n'est pas réaliste et ne peut servir de base de discussion à une négociation raisonnée et efficace. Cette tentative de division des grévistes dénote un manque de respect flagrant face aux demandes formulées en assemblée générale. Cela n'a réussi qu'à faire monter la grogne des travailleurs qui, le 17 janvier, ont rejeté à 92% les dernières offres patronales. Pour ajouter du poids à ses menaces, le PDG Réjean Dubuc annonçait, le 1^{er} février, la mise à pied de trois cadres pour une période indéterminée parce que, selon lui, ils n'ont plus de contrat à long terme. Une façon comme une

Criminalisation de la solidarité

La "justice" s'est également mêlée de ce conflit. La cour accablant en effet une injonction aux patrons limitant le nombre de piqueteurs --ce qui est relativement fréquent-- mais stipulant également qu'ils devaient nécessairement être membres du syndicat et employés de la Fonderie. Autrement dit, le juge interdit formellement les démonstrations de solidarité de syndiqués d'autres entreprises! La CSN conteste actuellement cette injonction devant les tribunaux...

autre de laisser planer la fermeture possible de l'entreprise...

À la suite de ce nouveau moyen dissuasif de la direction, le syndicat a rassemblé ses membres pour s'assurer que tous les travailleurs sont conscients des risques qu'ils courent à continuer de faire la grève. Le président leur a même offert de voter, mais ils ont

refusé. La force et la détermination des travailleurs s'appuient sur des principes de démocratie directe et de lutte de classes. Et bien que le conciliateur a jugé que les positions de chaque partie sont irréconciliables, la lutte que les travailleurs de Fonderie Saguenay ont décidé de faire va au-delà de l'amélioration de leurs conditions de travail; il s'agit maintenant d'une lutte pour gagner le respect d'un employeur sans principe. À ce jour, aucune rencontre ou négociation n'est prévue. Nous espérons que cette lutte persistera jusqu'au bout et qu'advenant le maintien des positions dogmatiques des patrons, que les travailleurs mettront de l'avant des moyens de pression plus radicaux, allant jusqu'à l'occupation d'usine et bien plus! Bref, ce conflit démontre bien que lorsque des travailleurs s'assument dans une lutte, ils ne servent pas que leur lutte, mais servent toutes celles et tous ceux qui s'élèvent aujourd'hui contre des entreprises et des structures qui ne conviennent pas.

